

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 16 au 20 décembre 2024

Energie-climat

Les gestionnaires de réseaux d'électricité présentent des plans d'investissement d'une valeur cumulée de 77 Md£

Les trois gestionnaires des réseaux d'électricité de Grande-Bretagne, National Grid (Angleterre et Pays de Galles), ScottishPower Energy Networks (centre et sud de l'Ecosse) et SSEN Transmission (nord de l'Ecosse) ont déposé auprès de l'Ofgem leurs plans d'investissement pour la période 2026-2031 dans le cadre de la procédure RIIO-T3. National Grid, a présenté un plan d'un montant pouvant aller jusqu'à 35 Md£, tandis que Scottish Power prévoit d'investir 10,5 Md£ et SSEN près de 32 Md£. Ces investissements sont nécessaires pour atteindre l'objectif de décarbonation du mix électrique d'ici 2030, alors que le fort développement des énergies renouvelables attendu nécessitera un doublement de la capacité du réseau actuel.

L'Ofgem va examiner ces plans tout au long de l'année 2025 et rendra sa décision finale en décembre 2025. La question de la hausse de la facture d'électricité des consommateurs sera un des enjeux cruciaux de ces examens, qui intervient en outre dans une période d'incertitude quant à l'avenir du fonctionnement des marchés de l'électricité. Le gouvernement a en effet lancé un projet de réforme, qui pourrait conduire à la création de zones de prix régionaux, en théorie plus efficaces pour rapprocher les projets d'énergie renouvelable des zones de demande, mais qui pourrait conduire à une revue complète des besoins d'investissement dans les réseaux électriques.

Le gouvernement a par ailleurs lancé une revue du champ de compétence et des pouvoirs de l'Ofgem afin de renforcer la protection des consommateurs et de s'assurer de l'alignement de l'intervention du régulateur avec l'objectif de transition énergétique. Un appel à contribution a été lancé cette semaine et doit se conclure fin février.

Le gouvernement relance le Net Zero Council

Ed Miliband, ministre de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone, et Shirine Khoury-Haq, CEO du groupe Co-operative, ont

co-présidé une nouvelle réunion du Net Zero Council. Dans sa nouvelle version, cette instance, créée par le gouvernement conservateur en 2023, vise à réunir les principaux dirigeants des secteurs les plus émissifs afin d'accélérer la décarbonation de l'économie britannique. Des représentants de la société civile et des autorités locales y seront également associés pour la première fois. Le gouvernement annoncera prochainement sa nouvelle composition.

Environnement

Le gouvernement souhaite revoir la règle dite de « neutralité en nitrate »

Dans le cadre de la préparation de projet de loi sur l'urbanisme et les infrastructures, le gouvernement a confirmé son intention de réformer la règle (*nutrient neutrality rule*) qui veut que tout nouveau projet immobilier ne doit pas conduire à polluer davantage les cours d'eau environnant par les nitrates. Cette règle est notamment désignée par les promoteurs immobiliers comme étant responsable du blocage de la construction de 80 000 logements. Alors que le précédent gouvernement avait tenté d'abroger cette règle, le gouvernement travailliste prône une nouvelle approche selon laquelle les promoteurs devront contribuer financièrement à un fonds de restauration de la nature plutôt que de développer eux-mêmes des projets environnementaux.

L'Ofwat approuve une hausse moyenne de 36 % des factures d'eau

Dans le cadre de sa procédure quinquennale de revue des prix (*price review*), l'Ofwat, le régulateur du secteur de l'eau, a approuvé les plans d'investissement des différentes compagnies d'eau d'un montant total de 104 Md£ d'ici 2030. L'Ofwat avait initialement envisagé n'approuver que 88 Md£ d'investissements, suscitant l'ire des compagnies d'eau.

Ces investissements seront en partie financés par une hausse de la facture d'eau des consommateurs, estimée à 36 % en moyenne d'ici 2030 (hors inflation). 90 % de ces nouveaux investissements visent à mettre les réseaux au niveau des nouvelles normes édictées par les différents régulateurs en matière de réduction de la pollution et d'amélioration de la sécurité d'approvisionnement. 12 Md£ seront ainsi investis pour réduire de 45 % les rejets d'eaux usées via les déversoirs d'orage, tandis que près de 50 Md£ seront investis pour la réalisation de 30 projets d'infrastructure visant à améliorer l'accès à la ressource en eaux et à accroître la résilience des infrastructures aux aléas climatiques.

La compagnie Thames Water, qui plaidait pour une hausse de 53 % des factures, n'aura ainsi pas eu gain de cause : l'Ofwat a finalement tranché pour une hausse de 35 %, qui portera la facture moyenne de ses clients de 436 £ à 588 £ d'ici 2030. De surcroît, l'entreprise devra payer une amende 18 M£ imposée par l'Ofwat pour le paiement irrégulier d'un dividende sans lien avec la performance de l'entreprise.

Le *Financial Reporting Council* recommande au gouvernement de transposer les normes de rapportage environnemental développées par l'ISSB

Dans un [rapport](#) publié par le *Financial Reporting Council*, l'autorité des normes comptables britanniques, le *Sustainability Disclosure Technical Advisory Committee* recommande au gouvernement britannique d'adopter les normes développées par l'ISSB en matière de rapportage environnemental (IFRS S1) et de climat (IFRS S2). Le rapport recommande quelques ajustement mineurs, tels que (i) une période de grâce étendue d'un à deux ans pour la publication de données liées à l'exposition à certains risques environnementaux afin de privilégier le rapportage climat ou (ii) une clarification de l'articulation de ces nouvelles normes avec celles déjà existantes. Le HM Treasury compte lancer une consultation sur l'adoption de ces nouvelles normes au cours du premier trimestre 2025.

Transports

Ardian a finalisé sa prise de participation dans l'aéroport d'Heathrow

Ardian a [annoncé](#) avoir finalisé l'acquisition de 22,6 % du capital de FGP Topco, société mère de l'aéroport d'Heathrow, dont il devient ainsi le premier actionnaire. Le projet de transaction avait été annoncé à la fin de l'année 2023 et portait sur une acquisition conjointe par Ardian (22,6 %) et le PIF saoudien (15 %) de l'intégralité de la participation du groupe espagnol Ferrovial dans FGP Topco. Pour rappel, l'aéroport d'Heathrow était l'aéroport le plus fréquenté d'Europe en 2023, avec un trafic total de 79M de passagers.

Le gouvernement publie une nouvelle estimation du coût de la LGV HS2

Le gouvernement a [présenté](#) un rapport d'étape biannuel sur l'avancée du projet de LGV Londres-Birmingham *High Speed 2*. Le rapport indique notamment que 32,8 Md£ (en prix de 2019) ont d'ores et déjà été dépensés sur le projet HS2, soit environ la moitié du coût total estimé de la ligne de 220km et de ses nouvelles gares. Le gouvernement indique que la société de projet HS2 Ltd a révisé à la hausse son estimation du coût total d'HS2, qui se situerait maintenant entre 54 Md£ et 66 Md£ en prix de 2019, contre une estimation de 49 Md£ à 57 Md£ fin 2023. Le gouvernement appelle toutefois à la prudence en indiquant que « ces chiffres ne sont probablement pas exacts ou fiables » et que la ministre des Transports avait demandé à la société de projet de produire une nouvelle estimation. Pour rappel, le gouvernement travailliste s'est engagé, depuis juillet, à financer conjointement avec le secteur privé un terminus Sud de la ligne à la gare de Londres-Euston et à faire pression sur HS2 Ltd pour réduire les coûts de construction.

Le gouvernement a par ailleurs annoncé que Jon Thompson, Président du Conseil d'administration d'HS2 Ltd depuis février 2023, quitterait ses fonctions au printemps 2025.

Le gouvernement a ouvert une consultation sur l'articulation entre l'ETS britannique et le système CORSIA pour le transport aérien

Le gouvernement a lancé une [consultation](#) sur la mise en œuvre du système mondial *Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation* (CORSIA) et son articulation avec le système britannique d'échange de quotas d'émission (ETS).

Pour rappel, la prochaine phase du CORSIA exigera des compagnies aériennes qu'elles achètent des crédits carbone approuvés par les Nations unies et/ou qu'elles utilisent davantage de carburants d'aviation durable si leurs émissions sont supérieures à un niveau de référence donné.

Le gouvernement présente deux propositions concernant l'intégration de CORSIA dans le système britannique d'échange de quotas d'émission, qui exige déjà des compagnies aériennes opérant entre le Royaume-Uni et l'Espace économique européen et la Suisse qu'elles achètent des quotas d'émission de carbone. Il souhaite éviter une « double facturation » des compagnies aériennes et envisage donc soit une approche dite « *UK ETS only* », dans laquelle les vols entre le Royaume-Uni et l'EEE et la Suisse sont exemptés de CORSIA, soit un modèle hybride dans lequel CORSIA et le UK ETS s'appliqueraient conjointement, mais où serait mis en place un système d'indemnisation permettant de rembourser les compagnies aériennes des coûts liés au CORSIA.

Le gouvernement a autorisé l'acquisition de Royal Mail par EP Group, dirigé par Daniel Kretinsky

Le gouvernement a autorisé au titre du contrôle des investissements étrangers l'acquisition de *Royal Mail* par EP Group, dirigé par Daniel Kretinsky (qui rachètera *International Distribution Services*, propriétaire de *Royal Mail*, pour 5,3 Mds£). EP Group s'est engagé en contrepartie à octroyer au gouvernement une action spéciale lui permettant notamment de s'opposer à tout transfert de la société à l'étranger et à contraindre *Royal Mail* au respect de ses obligations de service public. Pour rappel, IDS résulte de la privatisation en 2013 de Royal Mail. L'entreprise est cotée à la Bourse de Londres, et l'État n'en est plus actionnaire depuis 2015.

Transport aérien – Plusieurs ONG environnementales (dont Greenpeace, la *New Economics Foundation* et Possible) ont adressé une lettre ouverte au gouvernement pour lui demander un moratoire sur les nouveaux projets d'agrandissement d'aéroports. Cette lettre intervient alors que la ministre des Transports, Heidi Alexander, devrait prendre au début de l'année 2025 des décisions finales d'autorisation sur les projets d'agrandissement des deux aéroports londoniens de Gatwick et Luton. La lettre affirme que le processus devrait être retardé jusqu'à ce que le cadre global de planification des infrastructures aéroportuaires du gouvernement ait été revu et mis à jour, afin de prendre en compte les impacts environnementaux du transport aérien au R-U.

Transport maritime – L'*Advertising Standards Authority*, autorité de régulation de la publicité, a demandé à la compagnie de croisières *MSC Cruises* de retirer du marché britannique des publicités faisant la promotion du GNL, carburant utilisé par certains navires *MSC Cruises*, comme un carburant « vert » ou « plus propre ». Ces affirmations ont été jugées trompeuses et infondées par l'ONG Opportunity Green, qui avait saisi l'ASA en mars 2024 au sujet de ces publicités.

Industrie

Le gouvernement publie la liste des membres de l'*Industrial Strategy Advisory Council*

Le gouvernement a [publié](#) la liste complète des membres de l'*Industrial Strategy Advisory Council*, mis en place en octobre pour conseiller le gouvernement dans la conception de sa future *Industrial Strategy* qui sera présentée au printemps 2025. Le *Council* compte 16 membres, dont la présidente Clare Barclay, Directrice de Microsoft pour la région EMEA, des représentants des industries britanniques (notamment Dame Anita Frew, Présidente de Rolls-Royce Holdings et Greg Jackson, Directeur général d'Octopus Energy), des universitaires et des représentants des syndicats de salariés. Il a tenu sa première réunion le 17 décembre en présence de la Chancelière de l'Échiquier et du ministre des Entreprises et du Commerce. Pour rappel, l'*Industrial Strategy Advisory Council* sera appelé à devenir un *Industrial Strategy Council* au statut d'autorité indépendante lors de la publication puis de la mise en œuvre de la stratégie industrielle.

La production automobile britannique a enregistré en 2024 son pire mois de novembre depuis 1980

Selon des données [publiées](#) par le SMMT, la production britannique de véhicules particuliers et d'utilitaires légers en novembre 2024 était en baisse de -30% en glissement annuel. 64 000 véhicules ont été produits, soit le volume le plus faible pour un mois de novembre depuis 1980. Novembre est le neuvième mois consécutif de baisse

de la production automobile britannique, et la production sur les 11 premiers mois de 2024 (734 000 véhicules) est en recul de 13 % par rapport à la même période en 2023 (843 000 véhicules). Le SMMT explique en partie cette situation par un effet de base et par des réorganisations de la production des constructeurs dans le cadre de la transition vers la production de véhicules électriques. Pour autant, il appelle le gouvernement à « agir rapidement pour soutenir le marché britannique des VE » et à « accélérer sa stratégie industrielle et commerciale » qui doit être présentée au printemps prochain.

L'espagnol Navantia achète le chantier naval en difficulté Harland & Wolff

Le *Department for Business and Trade* (DBT) a [annoncé](#) que le groupe espagnol de construction navale militaire Navantia s'était engagé à acquérir le groupe nord-irlandais Harland & Wolff. Harland & Wolff emploie 1000 salariés et dispose de 4 chantiers navals au R-U, dont le principal se situe à Belfast—il s'agit du chantier historique du *Titanic*. Navantia construira au R-U trois navires de transport commandés par le ministère britannique de la Défense.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr